**Circulaire de la Commission fédérale des banques:
Directives relatives à la prévention
et à la lutte contre le blanchiment de capitaux
(Blanchiment de capitaux)
du 26 mars 1998**

1. But et signification des directives

Au cours de ces dernières années, les efforts déployés pour prévenir et combattre le blanchiment de capitaux se sont renforcés. En Suisse, les dispositions du code pénal sur le blanchiment de capitaux (art. 305^{bis}) et sur le défaut de vigilance en matière d'opérations financières (art. 305^{ter}) sont entrées en vigueur le 1^{er} août 1990. A cela s'ajoute la modification du code pénal du 18 mars 1994 qui est entrée en vigueur le 1^{er} août 1994. Cette modification a notamment ancré dans la loi le droit de communication du financier (dans un nouvel al. 2 de l'art. 305^{ter}) et la punissabilité de l'organisation criminelle (art. 260^{ter}). Plus récemment, la loi fédérale sur les Offices centraux de police criminelle de la Confédération (RS 172.213.71) du 7 octobre 1994, entrée en force le 15 mars 1995, a défini les structures indispensables pour mieux poursuivre les personnes impliquées dans le crime organisé. Enfin, la loi fédérale concernant la lutte contre le blanchiment d'argent dans le secteur financier (LBA ; RS 955.0 ; RO 1998 892), du 10 octobre 1997, entre en vigueur le 1^{er} avril 1998. Cette loi donne une base légale précise aux obligations de diligence déjà applicables aux établissements bancaires précédemment et introduit une obligation de communiquer. Elle demande aux autorités de surveillance prudentielle de les concrétiser à l'intention des intermédiaires financiers qui leur sont soumis (cf. art. 12, 16 al. 1 et 41 LBA).

1

Au plan international, il faut mentionner les recommandations du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire de la Banque des Règlements Internationaux du 12 décembre 1988, les Principes fondamentaux, de ce Comité, pour un contrôle bancaire efficace de septembre 1997 (principe n° 15, cf. Bulletin CFB 33, p. 143 ss) et les recommandations du Groupe d'Action Financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI) du 7 février 1990 (Bulletin CFB 20, p. 35 ss), modifiées le 28 juin 1996 (Bulletin CFB 31, p. 19 ss), la directive de la Communauté Européenne du 10 juin 1991 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux (JO No L 166/77, 1991), ainsi que la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, du 8 novembre 1990 (RS 0.311.53).

2

Dans le cadre de la prévention et de la lutte contre le blanchiment de capitaux, les présentes directives ont pour but :

3

- a) de préciser à l'intention des intermédiaires financiers au sens du § 5 ci-après les exigences fixées par la loi fédérale concernant la lutte contre le blanchiment d'argent dans le secteur financier (art. 12, 16 al. 1 et 41 LBA);
- b) de préciser et d'établir la pratique de la Commission des banques relative à la garantie d'une activité irréprochable (art. 3 al. 2 let. c LB) et à l'organisation interne adéquate des banques (art. 3 al. 2 let. a LB), des négociants en valeurs mobilières (art. 10 al. 2 let. d et 10 al. 2 let. a LBVM) et des directions de fonds visées à l'art. 2 al. 2 let. b LBA (art. 9 al. 5 LFP concernant la jouissance

- d'une bonne réputation, et art. 9 al. 4 LFP);
- c) de fournir des éléments d'interprétation des art. 305^{bis} et 305^{ter} CP, ainsi que des dispositions pertinentes de la LBA – notamment en vue d'éviter aux organes et aux employés des intermédiaires financiers assujettis à la présente circulaire de s'exposer à des poursuites pénales – sans toutefois que cette interprétation lie les autorités de poursuite pénale;
  - d) de tenir compte des recommandations internationales citées au § 2 ci-dessus.

Parallèlement aux objectifs décrits ci-dessus, ces directives visent également à formaliser quelques principes précédemment dégagés par la Commission des banques en matière d'avoirs de personnes exerçant des fonctions publiques importantes¹, notamment l'interdiction d'accepter des fonds provenant de la corruption ou du détournement de biens publics, l'attention particulière à apporter à certaines relations d'affaires et leur traitement au niveau de la direction.

4

2. Champ d'application

Ces directives s'appliquent aux intermédiaires financiers qui font l'objet d'une surveillance prudentielle globale énumérés à l'art. 2 al. 2 let. a, b et d LBA ainsi qu'aux filiales suisses² des banques et négociants en valeurs mobilières qui ne font pas l'objet d'une surveillance en vertu d'une loi spéciale conformément à l'art. 2 al. 2 LBA, mais qui exercent des activités financières au sens de l'art. 2 al. 3 LBA, ci-après les intermédiaires financiers. Les directions de fonds qui gèrent des comptes de parts sont entièrement assujetties aux présentes directives. Les directions de fonds qui proposent ou distribuent des parts de fonds de placement sans tenir des comptes de parts sont également assujetties aux présentes directives à moins que les obligations qui en découlent ne soient assumées par la banque dépositaire. Chaque direction de fonds s'assure que tel est le cas. Les distributeurs de fonds de placement (art. 22 LFP et art. 2 al. 3 let. d LBA) ne sont pas assujettis à la présente circulaire.

5

Les intermédiaires financiers ne doivent pas non plus utiliser leurs succursales étrangères ni les sociétés du groupe à l'étranger actives dans le domaine bancaire ou financier pour contourner ces directives. Ils s'assurent que les sociétés du groupe² et les succursales situées dans les pays non membres du GAFI³, respectent les recommandations⁴ qui leur sont applicables, sous réserve de prescriptions locales contraires. Les intermédiaires financiers sont tenus d'informer la Commission des banques des cas dans lesquels des dispositions locales vont à l'encontre de l'application de ces recommandations.

6

---

¹ Ce domaine se rapproche de celui du blanchiment dans la mesure où l'intermédiaire financier doit exercer sa vigilance et respecter certaines exigences de manière similaire. En outre, certains comportements illicites de politiques ou de fonctionnaires sont saisis sous l'angle du blanchiment, s'il s'agit de crimes. Sont également susceptibles de motiver l'application de cette norme dans un proche avenir d'autres comportements, telle la corruption de fonctionnaires étrangers, de sorte qu'il se justifie d'introduire ces principes dans la présente circulaire.

² Le groupe comprend toutes les sociétés que l'intermédiaire financier est tenu de consolider conformément aux art. 13a OB et 29 OBVM, y compris les groupes partiels et les entreprises exemptés de la consolidation en application de l'art. 13a al. 3 OB.

³ Sont membres du GAFI 26 gouvernements (Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Hong Kong, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Singapour, Suède, Suisse et Turquie) et deux organisations régionales (la Commission européenne et le Conseil de coopération du Golfe).

⁴ Recommandations 10, 11, 12, 14, 15 18 et 19.

3. Principes

Les intermédiaires financiers ne doivent pas accepter d'avoirs d'origine criminelle. Les organes ou les employés desdits intermédiaires financiers se rendent coupables de blanchiment de capitaux s'ils acceptent, gardent en dépôt ou aident à placer ou à transférer des valeurs patrimoniales, dont ils savent ou doivent présumer qu'elles proviennent d'un crime (art. 305^{bis} CP).

7

L'acceptation par négligence de valeurs patrimoniales d'origine criminelle n'est pas punissable, mais peut contrevenir aux dispositions des lois sur les banques et sur les bourses relatives à la garantie d'une activité irréprochable ou à la disposition de la loi sur les fonds de placement concernant la jouissance d'une bonne réputation. C'est pourquoi les intermédiaires financiers doivent faire preuve de la vigilance requise par les circonstances même dans les affaires qui ne présentent pas pour eux de risques financiers apparents (risque de solvabilité).

8

Les intermédiaires financiers ne doivent pas accepter des fonds dont ils savent ou doivent présumer qu'ils proviennent de la corruption ou de détournements de fonds publics. Ils doivent dès lors examiner avec une attention particulière s'ils veulent entrer en relations d'affaires, accepter et garder des avoirs appartenant, directement ou indirectement, à des personnes exerçant des fonctions publiques importantes pour un Etat étranger ou à des personnes et sociétés qui, de manière reconnaissable, leur sont proches.

9

Les intermédiaires financiers doivent, avec la vigilance requise par les circonstances, vérifier l'identité de leur cocontractant et, au besoin, identifier l'ayant droit économique, s'ils ne sont pas identiques. La violation de ce devoir est punissable pénalement selon l'art. 305^{ter} CP et enfreint les règles d'identification de la Convention de diligence⁵ qui sont applicables par analogie aux négociants en valeurs mobilières et aux directions de fonds visées par l'art. 2 al. 2 let. b LBA, en l'absence de règles équivalentes dans leur domaine admises comme un standard minimal par la Commission des banques (§ 20)⁶.

10

Les intermédiaires financiers doivent, dans le cadre des conditions fixées par la présente circulaire (§ 21-25), éclaircir l'arrière-plan économique et le but d'une transaction ou d'une relation d'affaires lorsque, d'une part, elles paraissent inhabituelles, à moins que leur légalité ne soit manifeste (art. 6 let. a LBA), ou lorsque, d'autre part, des indices permettent de soupçonner que des valeurs patrimoniales proviennent d'un crime ou qu'une organisation criminelle exerce un pouvoir de disposition sur ces valeurs (art. 6 let. b LBA).

11

Lorsque l'intermédiaire financier sait ou présume, sur la base de soupçons fondés, que les valeurs patrimoniales impliquées dans la relation d'affaires ont un rapport avec une infraction au sens de l'art. 305^{bis} CP, qu'elles proviennent d'un crime ou qu'une organisation criminelle exerce un pouvoir de disposition sur ces valeurs, il doit en informer sans délai le Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent (art. 9 al. 1 LBA et § 26). La violation de cette obligation tombe sous le coup des dispositions pénales de la LBA (art. 37 LBA). L'intermédiaire

12

⁵ Art. 2 à 6 de la Convention relative à l'obligation de diligence des banques (CDB) du 28 janvier 1998.

⁶ En ce qui concerne les négociants en valeurs mobilières, cela résulte déjà des § 1 et 24 et de l'annexe I de la circulaire 96/3 de la CFB: "Rapport de révision: Forme et contenu" du 21 octobre 1996.

financier peut par ailleurs informer les autorités pénales compétentes sur la base de l'art. 305^{ter} CP (§ 27). Lorsque les soupçons fondés sont manifestes, il informe en outre les autorités compétentes, même lorsqu'il décline une relation d'affaires (§ 22).

Dans le cadre des dispositions pour la prévention et la lutte contre le blanchiment de capitaux, les intermédiaires financiers doivent collaborer avec les autorités suisses compétentes aussi bien dans les procédures internes que dans les procédures d'entraide internationale. Ils sont tenus de conserver les documents exigés par la loi, de telle sorte qu'ils puissent donner suite, dans un délai raisonnable et de manière fiable, à un ordre de saisie ou une demande de renseignements des autorités compétentes (art. 7 LBA; § 29, 35-38). **13**

De manière générale, les intermédiaires financiers sont tenus de gérer les risques susceptibles de ternir leur réputation⁷. Dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux, ils prennent les mesures organisationnelles adéquates (art. 8 LBA; § 15 à 19). **14**

4. Organisation

4.1 Directives internes de l'intermédiaire financier

Les intermédiaires financiers doivent édicter les instructions internes nécessaires à la prévention et à la lutte contre le blanchiment de capitaux en tenant compte des présentes directives. Ces instructions doivent prévoir notamment : **15**

- a) les cas dans lesquels le service spécialisé, au sens du chiffre 4.3, doit être impliqué ;
- b) la politique de relations d'affaires avec des personnes exerçant des fonctions publiques importantes pour un Etat étranger ou avec des personnes et sociétés qui, de manière reconnaissable, leur sont proches ;
- c) l'attribution exclusive à la direction, ou à des membres de celle-ci, des compétences relatives à l'entrée en relations d'affaires avec les personnes mentionnées à la lettre b) et le devoir de la direction d'examiner régulièrement de telles relations d'affaires.

4.2 Formation du personnel

Dans le cadre de la formation du personnel, et en particulier celle des employés en contact avec la clientèle, les intermédiaires financiers doivent aussi mettre l'accent sur la prévention et la lutte contre le blanchiment de capitaux. **16**

4.3 Service interne de lutte contre le blanchiment de capitaux

Chaque intermédiaire financier doit désigner une ou plusieurs personnes, voire un service spécialisé (p. ex. service juridique, service de «compliance»), capable de conseiller la direction et tous les employés de l'intermédiaire financier dans l'élaboration et l'application des instructions prévues au § 15 ci-avant, dans la formation **17**

---

⁷ Voir notamment les art. 9, al. 2, OB et art. 19 al. 3 OBVM, en relation avec art. 26, al. 1, OBVM

du personnel, dans les cas suspects ainsi que, de manière générale, sur toutes les questions relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux.

Les intermédiaires financiers peuvent aussi confier les tâches prévues au § 17 à des personnes ou à un service externe (p. ex. service spécialisé d'une association ou de la société mère, organe de révision agréé), lorsqu'en raison de leur importance ou de leur organisation, ils ne sont pas en mesure d'instituer un service spécialisé ou qu'une telle création ne serait pas appropriée. **18**

4.4 Révision interne (inspectorat)

La révision interne⁸ s'assure que les mesures de prévention et de lutte contre le blanchiment de capitaux sont prises. **19**

5. Identification du client

Les intermédiaires financiers doivent vérifier l'identité de leur cocontractant et, le cas échéant, identifier l'ayant droit économique, s'ils ne sont pas identiques, en conformité avec l'art. 305^{ter} CP, les art. 3 à 5 LBA et les règles déontologiques⁹. **20**

6. Obligation de clarification

6.1 Introduction

Il n'appartient pas aux intermédiaires financiers – ils n'en ont d'ailleurs pas les moyens – de rechercher systématiquement lors de chaque transaction un éventuel acte délictueux. Cependant, une attention particulière ainsi que des clarifications sont en principe nécessaires dans les cas mentionnés au § 23. **21**

6.2 Obligations hors relations d'affaires

L'intermédiaire financier peut renoncer aux clarifications prévues au § 24 lorsqu'il décline d'emblée une relation d'affaires. Cependant, s'il a des soupçons fondés manifestes que des valeurs patrimoniales sont d'origine criminelle, il en informe les autorités pénales compétentes et le Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent. **22**

6.3 Obligations dans les relations d'affaires

Les intermédiaires financiers doivent clarifier le but et l'arrière-plan économique des transactions ou relations d'affaires qui paraissent inhabituelles, sauf si leur légalité est manifeste (art. 6 let. a LBA). Les intermédiaires financiers doivent en particulier procéder aux clarifications mentionnées au § 24 : **23**

---

⁸ Cf. la circulaire CFB 95/1 «Révision interne (inspectorat)» du 14 décembre 1995.

⁹ Règles d'identification des art. 2 à 6 de la Convention relative à l'obligation de diligence des banques (CDB) du 28 janvier 1998, applicable par analogie aux négociants en valeurs mobilières et aux directions de fonds visées par l'art. 2 al. 2 let. b LBA, en l'absence de règles équivalentes dans leur domaine considérées comme un standard minimal par la Commission des banques.

- a) lorsque, au début d'une relation d'affaires, un client ou un tiers apporte des billets de banque, des titres au porteur ou des métaux précieux pour une contre-valeur supérieure à frs 100 000.-- à créditer sur un compte ou un dépôt;
- b) lorsque, au cours d'une relation d'affaires, un client ou un tiers apporte ou retire d'un compte ou d'un dépôt des billets de banque, des titres au porteur ou des métaux précieux, et que le montant d'une transaction ou le nombre de transactions apparaissent anormalement élevés eu égard à l'activité et à la situation financière connues du client; les intermédiaires financiers indiquent les limites maximales à partir desquelles la clarification est obligatoire dans leurs instructions internes;
- c) lorsque l'intermédiaire financier constate l'existence d'indices de blanchiment de capitaux au sens de l'annexe à ces directives ou l'existence d'autres indices lui faisant soupçonner que des valeurs patrimoniales sont d'origine criminelle ou qu'une organisation criminelle exerce un pouvoir de disposition sur ces valeurs. La présence d'un seul indice qualifié au sens du chiffre IV de l'annexe entraîne dans tous les cas l'obligation de clarification.

6.4 Portée de la clarification

Dans les cas mentionnés au § 23, les intermédiaires financiers sont tenus de se procurer les informations, dont ils doivent vérifier la plausibilité, qui puissent leur permettre une appréciation suffisante de l'arrière-plan économique des transactions (art. 6 LBA). A cette fin, les intermédiaires financiers exigent de leurs cocontractants une déclaration écrite ou rédigent une note dans laquelle ils consignent les déclarations du client. Selon les circonstances du cas, des indications sur les points suivants doivent en principe être obtenues :

24

- a) but et genre d'une transaction particulière;
- b) situation financière du cocontractant, respectivement de l'ayant droit économique;
- c) activité commerciale ou professionnelle du cocontractant, respectivement de l'ayant droit économique;
- d) provenance des fonds déposés ou investis.

L'intermédiaire financier apprécie l'opportunité de supprimer l'un des critères mentionnés au § 24 ou d'en rajouter d'autres. En lieu et place de l'interrogation du cocontractant, l'intermédiaire financier peut rassembler les informations nécessaires à l'appréciation de sa relation d'affaires d'une autre manière, par exemple en récoltant des informations auprès de tiers.

25

7. Comportement à observer en cas de doute persistant ou de soupçon de blanchiment

7.1 Obligation de communiquer

Si, après clarification, l'intermédiaire financier sait ou présume sur la base de soupçons fondés que les valeurs patrimoniales sont d'origine criminelle, au sens de l'art. 9 LBA, il doit en informer sans délai le Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent, en suivant les instructions de celui-ci en ce qui concerne

26

la forme et le contenu de la communication. L'obligation de communiquer vaut également si un client refuse de coopérer aux clarifications exigées par le § 24.

7.2 Droit de communication

Dans certains cas, les clarifications exigées par le § 24 ne révèlent pas de soupçon fondé que les valeurs patrimoniales sont en rapport avec un acte punissable selon l'art. 305bis CP, mais ne permettent pas non plus d'éliminer les doutes concernant une origine criminelle des fonds. Dans ces cas, l'intermédiaire financier a le droit de procéder à une communication, selon l'art. 305ter, al. 2, CP, aux autorités pénales compétentes et au Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent.

27

7.3 Poursuite des relations d'affaires sous contrôle particulier

Si l'intermédiaire financier, en cas de doute mais en l'absence de soupçons fondés, poursuit les relations d'affaires sans informer les autorités compétentes, il doit surveiller l'évolution de la relation d'affaires, notamment en examinant si son client effectue par la suite d'autres transactions inhabituelles au sens du § 23. Le service interne de lutte contre le blanchiment de capitaux selon les § 17 et 18 doit participer à la procédure de décision.

28

7.4 Rupture des relations d'affaires

Lorsqu'un intermédiaire financier en cas de doute portant sur l'existence d'un cas de blanchiment, mais en l'absence de soupçons fondés, rompt les relations d'affaires sans informer les autorités compétentes, il ne doit admettre le retrait des avoirs que sous une forme qui permette, au besoin, aux autorités de poursuite pénale d'en retrouver la trace («paper trail»). Il s'abstiendra de procéder à des paiements comptants ou à des livraisons physiques de titres et de métaux précieux dans une mesure significative. Ces obligations valent également si l'intermédiaire financier a un doute portant sur l'existence d'un cas de corruption ou de détournement de biens publics.

29

Dans les cas mentionnés au § 29, l'intermédiaire financier ne peut rompre les relations d'affaires ou autoriser le retrait de montants importants s'il existe des indices concrets que des mesures de sûretés d'une autorité sont imminentes.

30

8. Comportement à observer après une communication

8.1 Blocage

L'intermédiaire financier qui a procédé à une communication selon les art. 305^{ter} al. 2 CP ou 9 al. 1 LBA, en informant respectivement les autorités de poursuite pénale ou le Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent selon l'art. 23 LBA, doit bloquer immédiatement les valeurs patrimoniales qui lui sont confiées si elles ont un lien avec la communication (art. 10 al. 1 LBA). Il maintient le blocage des avoirs jusqu'à la réception d'une décision de l'autorité de poursuite pénale compétente mais au maximum durant cinq jours ouvrables ban-

31

caires à compter du lendemain du jour où il a expédié sa communication au Bureau de communication (art. 10 al. 2 LBA) ou à l'autorité de poursuite pénale. La gestion des avoirs reste permise conformément aux instructions du client, ainsi que dans le cadre des pouvoirs de gestion préalablement conférés à l'intermédiaire financier.

8.2 Comportement en cas d'absence de mesure de l'autorité

Si l'autorité ne lui communique pas une décision dans le délai de cinq jours ouvrables bancaire, l'intermédiaire financier est libre de décider dans quelle mesure il entend poursuivre ses relations d'affaires avec le client. Il n'a pas dans ce cas l'obligation de limiter les actes de disposition du client; il peut notamment effectuer des paiements comptants et procéder à des livraisons physiques de titres et de métaux précieux.

32

8.3 Interdiction d'informer le client

L'intermédiaire financier ne doit informer ni les personnes concernées ni des tiers de la communication faite, sauf si l'autorité de poursuite pénale compétente le permet.

33

8.4 Information de la Commission des banques

La Commission des banques n'est pas considérée comme un tiers au sens de l'art. 10 al. 3 LBA et du § 33 précité. Si l'affaire en cause revêt une certaine importance pour l'image de l'intermédiaire financier ou de la place financière suisse ou encore si elle peut mettre en péril la situation financière de l'intermédiaire financier, celui-ci en informe la Commission des banques.

34

9. Etablissement et conservation de la documentation

9.1 Principes

Les intermédiaires financiers sont tenus d'établir les documents et les pièces justificatives nécessaires relatifs à leurs relations avec les clients, aux transactions effectuées ainsi qu'aux clarifications requises. Cette documentation doit permettre à des tiers compétents, en particulier l'institution de révision agréée par la Commission des banques et à cette dernière, de se faire une idée objective des affaires de l'intermédiaire financier et de juger la manière selon laquelle celui-ci observe la législation pertinente, les circulaires de la Commission des banques – notamment la présente – la LBA, ainsi que les prescriptions pénales des art. 305^{bis}, 305^{ter} et 260^{ter} CP.

35

Les documents et les pièces justificatives doivent être établis et conservés de telle sorte que l'intermédiaire financier soit à même de donner suite à une demande d'informations ou de saisie des autorités pénales dans un délai raisonnable. Les pièces justificatives doivent permettre de reconstituer les transactions individuelles effectuées par l'intermédiaire financier.

36

9.2 Documents d'identification des clients

L'intermédiaire financier doit être en mesure de déterminer, dans un délai raisonnable, si une personne est en relation contractuelle avec lui, si elle est l'ayant droit économique d'avoirs qu'il détient ou (pour certains comptes) fondé de procuration¹⁰ ou encore si elle a effectué des opérations de caisse soumises à une obligation d'identification; l'intermédiaire financier doit être à même de fournir ces informations dans le même délai sur demande des autorités pénales ainsi que d'exécuter d'éventuelles demandes de saisie. L'intermédiaire financier doit également pouvoir indiquer quels sont les comptes, carnets, dépôts et autres valeurs dont la personne concernée est l'ayant droit économique ou pour lesquelles elle a une procuration¹⁰.

37

Si l'intermédiaire financier ne tient pas un registre central de ses cocontractants, des ayants droit économiques et des fondés de procuration¹⁰, il doit prendre les mesures nécessaires, tant au niveau de l'organisation que du personnel, afin de pouvoir donner suite à une demande conformément au § 37.

38

10. Organes de révision

Les organes de révision externe des intermédiaires financiers examinent si cette directive est observée. Les organes de révision des banques et des négociants en valeurs mobilières doivent également examiner si les filiales suisses, au sens du § 5, respectent la présente circulaire.

39

11. Entrée en vigueur

Cette circulaire entre en vigueur le 1^{er} juillet 1998.
Dès cette date, elle annule et remplace la Circ.-CFB 91/3 «Blanchiment de capitaux» qui est abrogée.

40

Annexe: Indices de blanchiment

Bases légales:

- LBA: art. 12, 16 al. 1 et 41
- LB: art. 3 al. 2 let. a et c et art. 23^{bis} al. 1
- OB: art. 9 al. 2 et 3
- LBVM: art. 10 al. 2 let. a et d
- OBVM: art. 19, al. 2, en rel. avec art. 26 al. 1
- LFP: art. 9 al. 4 et 5 et art. 22
- CP: art. 305^{bis} et 305^{ter}

¹⁰ L'obligation relative aux fondés de procuration s'applique aux nouveaux comptes et dépôts après le délai d'une année suivant l'entrée en vigueur de la circulaire. A l'échéance du délai de 3 ans dès l'entrée en vigueur, elle s'applique à tous les comptes et dépôts. Les intermédiaires financiers sont tenus dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la circulaire de définir de manière adéquate le cercle des comptes concernés par cette obligation.